

Les nouveaux défis de la laïcité

Le monde occidental a besoin d'un électrochoc pour sortir de la lente pente régressive sur laquelle il a été entraîné par la montée en force des propositions des néoconservateurs américains et des protestants évangéliques depuis près de 20 ans. Ces derniers ont promu une vision messianique du rôle des Etats-Unis au lendemain de la confrontation E-OE remplaçant la lutte contre le communisme athée par celle de l'empire du bien contre l'empire du mal. Celui des « Etats voyous » et « islamistes ».

L'Europe, sans nécessairement adopter la même attitude, a cependant été victime d'une double faiblesse. La première est de n'avoir montré aucune aptitude à gérer ce qui allait devenir la « maison commune européenne », laissant les conditions de son élargissement entre les mains d'une géostratégie étatsunienne et dans celles de quelques grands trusts économiques et financiers. Ceux-ci ont convaincu les décideurs politiques européens de leur aptitude exclusive à assurer la transition de ces pays « ex-communistes » vers le marché capitaliste.

La seconde faiblesse se trouve en Méditerranée. Les Européens, après avoir lancé, avec succès, en 1991 la conférence de Madrid pour la paix au Proche-Orient et la conférence EuroMed de Barcelone en 1995 pour la construction d'un pourtour Méditerranée, promoteur de démocratie, de droits de l'Homme et de développement économique, ont manqué de courage politique. L'Europe abandonnant toute ambition d'affirmer sa différence fondée sur une expérience historique, à la fois douloureuse mais aussi riche, d'un modèle social remarquable et de ses nouvelles relations de partenariats avec l'Afrique, l'Europe donc n'offre, pour l'instant, que l'image d'un continent aligné, replié sur lui-même, craignant l'invasion de migrants à la recherche de quoi faire survivre leur famille.

Pour se donner bonne figure, les responsables européens font comme ces riches qui témoignent de compassion envers les pauvres, en créant des fondations. L'Europe avec « Echo » et des fonds pour la survie se présente comme le principal « donateur » de la planète. Elle oublie que, généralement, dès qu'ils lèvent la tête, les pauvres réaffirment leur dignité bafouée en crachant à la figure de ceux qui les patronnent.

Serions-nous aujourd'hui entraînés malgré nous dans une formidable redistribution des cartes suite à l'apparition, dans le jeu mondial global, de ce qu'il est convenu d'appeler les nouveaux pays émergents, en particulier les B.R.I.C- Brésil, Russie, Inde, Chine, soit près de la moitié de l'humanité ? Ces quatre pays sont dirigés par des personnalités qui ne sortent pas des moules occidentaux. Ils peuvent penser autrement et ne s'en privent pas.

Serons-nous dans le même temps obligés d'ouvrir les yeux et de constater que la société globalisée que l'on nous a promise « heureuse » est un leurre scandaleux et criminel ? Scandaleux, car elle a mis la planète sans dessus-dessous, en guerre de basse intensité dit on. En outre, elle l'a désertifié, sans aucun scrupule, pour les générations à venir. Criminel, car rarement par le passé, avant le triomphe de l'Occident, les peuples n'ont eu tant à souffrir, même à proximité des possédants. A la veille du 2^e millénaire, les riches nations reconnaissent ce qu'il y avait d'inhumain à laisser 1,2 milliard d'êtres humains dans l'extrême pauvreté. Elles s'engageaient à modifier cet état de choses en fixant les objectifs de développement du Millénaire lors de l'assemblée générale des Nations Unies en 2000. Or, à peine huit ans plus tard, en ce 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme dont l'article

I proclame que « *tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité* », l'alerte est donnée de toute part car nous serions confrontés à l'une des pires crises alimentaires mondiales liée à de vastes mouvements spéculatifs sur les réserves alimentaires de la planète. Le nombre de pauvres victimes de la faim, au lieu d'être réduit, pourrait très vite doubler !

S'ouvre donc, à nouveau, un immense drame humanitaire qui, n'en doutons pas, suscitera de nombreux appels à la compassion et aux réactions charitables pour lesquelles l'ensemble des religions sont particulièrement préparées. Les gestes généreux s'accompagnent généralement de promesses de récompenses dans l'au-delà et permettent aux donateurs de rehausser, à leurs yeux, leur propre estime. A l'image du banquier suisse, on peut donc un certain temps être propre sur soi, propre dans ses prairies et ne pas trop se soucier de la façon dont l'argent est arrivé dans ses coffres. Les bons croyants sont-ils conscients que les évangélistes, pentecôtistes, islamistes et autres intégristes qui les accompagnent et partagent leur foi, sont aujourd'hui les principaux vecteurs de la soumission à cet ordre mondial qu'est l'inhumanité ?

Serons-nous en mesure de sortir à temps de cette vision totalement régressive de l'humanité ? Serons-nous en mesure de combattre les idées rétrogrades de « si Dieu le veut » ou « Allah Akbar » ? Sommes-nous préparés, au nom des droits humains, des droits de la collectivité humaine toute entière, à vivre dans une société multiculturelle, multiéthique, garantissant à chacun sa dignité à part entière comme l'ont proclamé les philosophes du siècle des Lumières ? Une société comme ont tenté de la construire les militants des grands mouvements émancipateurs des temps modernes, ouvrier, antifasciste, anticolonial, féministe, antiraciste, pacifique, écologique... ? Chaque apport de ces mouvements constitue une contribution essentielle à la construction de l'Etat de droit, au local comme à l'échelle internationale. Les Européens, ou du moins un grand courant parmi eux, auront-ils le ressort nécessaire pour remonter la pente ? Forts de leur histoire, seront-ils en mesure de rencontrer celles et ceux qui, de par le monde, y compris parmi les étatsuniens, ont puisé dans leur propre histoire les raisons suffisantes pour vouloir un autre monde ?

Les laïques, au nom de leur filiation avec les pères de la révolution française et de la Déclaration de la Charte des Droits de l'Homme de 1789, au nom de leur conviction reposant sur des valeurs universelles d'égalité, de solidarité, ont l'ardente obligation de combattre en libre examinateur les « inacceptables » ; ils se doivent de contribuer à l'émergence de sociétés où démocratie se conjugue avec justice sociale, avec tolérance, avec partage des savoirs et des avoirs, avec respect de la culture et des convictions religieuses ou philosophiques de chacun, dans un espace public neutre, garanti par l'Etat.

Être laïque engagé ou laïque militant a du sens lorsqu'il s'agit de rappeler et de poursuivre la contribution essentielle des libres penseurs agnostiques et athées à la libération des hommes et des femmes de l'aliénation vers laquelle les religions, encore aujourd'hui dans le monde entier, tentent d'enfermer des peuples dans des dévotions désuètes et de les soumettre à des lois dites divines en opposition à toutes les normes avancées et raisonnables qui ont permis de construire l'Etat de droit.

Que l'on pense aux campagnes menées aujourd'hui par les évangélistes pour contester les apports de Darwin, dont on fêtera en 2009 le 200^e anniversaire, et pour promouvoir dans les écoles du monde entier le retour au créationnisme. Que l'on pense aux mobilisations de masse pour « laver les insultes » faites au prophète par quelques caricaturistes qui n'ont aucune idée des dégâts engendrés par leur « audace gratuite ».

On est évidemment loin du débat sur l'Etat de droit lorsqu'augmente le nombre de femmes infibulées, le nombre de celles obligées de recourir à la reconstruction de l'hymen pour pouvoir se marier.

Mais chez nous aussi, on enterre l'Etat de droit lorsque l'on croit pouvoir réduire la centralité des biens et services publics, garanties essentielles d'une justice sociale et redistributive, d'un accès de tous à l'éducation, à la culture. L'Etat laïque garantissant la séparation du religieux et de la chose publique est la seule manière d'assurer le progrès de la démocratie garante de l'équilibre entre l'ensemble des acteurs de la société et d'éviter les dérives actuelles du diktat économique financier d'une minorité, de la prégnance intolérable du religieux sur la *res publica*.

Si, en Belgique, la laïcité organisée est dans l'ensemble très bien gérée et mobilise un nombre très appréciable de bénévoles – environ 10 000 –, il y a un manque de cohérence et de cohésion dans l'ensemble de la laïcité organisée en Europe. Bien sûr, il faut préserver la diversité et la spécificité de cette laïcité mais l'un n'empêche pas l'autre.

La laïcité belge, tout autant d'ailleurs que la laïcité française et latine en général, représente un courant minoritaire en Europe.

De nombreux acquis résultant des combats laïques pour la séparation Églises-État et pour des avancées significatives sur le plan de la libre pensée et de la liberté de choix pour les individus – avortement, choix du partenaire, choix bioéthiques, etc... – sont aujourd'hui fragilisés dans l'espace européen. Il en est de même pour une série d'acquis en matière de services d'intérêt général comme l'enseignement public de qualité, les soins de santé et les droits qui en résultent.

Il y a donc urgence à se projeter dans l'avenir et à engager avec toute la communauté laïque un vaste débat pour imaginer ce que doit être la laïcité et, dans les années à venir, comment agir en tant que libre-penseur, pour faire progresser notre humanité tant chez nous qu'au niveau européen et mondial.

C'est une nécessité absolue pour combattre les différentes formes organisées d'obscurantisme et de fondamentalisme qui gangrènent nos sociétés. Elles sont sources d'inquiétude et d'insécurité pour le plus grand nombre, mais parfois aussi d'attractions fatales pour des minorités fragilisées.

C'est une nécessité aussi car, s'il est vrai que nos sociétés européennes sont en voie de sécularisation, cela ne signifie absolument pas qu'il y ait progrès automatique de la neutralité de l'État ni élargissement à l'ensemble de l'espace public. La tendance est plutôt à une présence de plus en plus marquante des institutions religieuses et des Églises au sein de nos sociétés, de l'espace public et institutionnel, notamment à l'Union européenne.

Pierre Galand
Président du Centre d'action laïque